

## Réponse du NPD : l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne

### 1. Si votre parti politique est appelé à former le prochain gouvernement, quels seront vos dossiers prioritaires en matière de condition féminine et de francophonie canadienne?

Nous savons que nos familles, nos collectivités et notre pays sont plus forts lorsque les femmes prospèrent. Au Canada aujourd'hui, il est encore trop fréquent que des femmes soient victimes de discrimination et de violence fondées sur le genre, surtout si elles font partie d'une communauté marginalisée.

Notre vision du Canada est celle d'un pays où les organisations de femmes disposent d'un financement stable pour que celles-ci puissent avoir accès au soutien et à la défense dont elles ont besoin, quand elles en ont besoin. Nous allons élaborer un Plan d'action pancanadien pour mettre fin à la violence fondée sur le genre. Celui-ci sera appuyé par un financement qui fera en sorte que des services d'hébergement et d'autres programmes soient offerts dans toutes les régions du pays, en particulier dans les régions qui ont toujours été mal desservies. Les néo-démocrates vont faire la promotion de politiques favorisant les congés professionnels en cas de violence familiale, vont améliorer la formation des forces policières sur les agressions sexuelles, et vont exiger que les universités élaborent des plans pour mettre fin à la violence sexuelle sur les campus. Nous allons également nous attaquer à la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes 2SLGBTQQA autochtones, en travaillant avec les communautés autochtones pour mettre en œuvre les Appels à la justice de l'Enquête nationale.

Les néo-démocrates croient que les femmes ne devraient pas être obligées de choisir entre avoir une famille ou une carrière. Or, le fait est que près de 300 000 femmes de plus pourraient rejoindre le marché du travail au Canada si elles avaient accès à des services de garde adéquats. Il est temps d'assurer des services de garde de qualité, sans but lucratif et abordables qui sont accessibles à toutes les familles canadiennes, peu importe où elles vivent. Nous allons également assouplir le congé parental, faciliter l'admissibilité à l'assurance-emploi et offrir plus d'options aux femmes pour faire carrière dans les métiers manuels et d'autres domaines non traditionnels comme l'agriculture, l'innovation, la recherche et les STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques).

Les néo-démocrates croient au respect du droit des gens à prendre des décisions concernant leur propre corps et leur propre vie. Pourtant, de nombreuses personnes à la recherche de services d'avortement au Canada n'y ont pas accès; seulement un hôpital

sur six l'offre, et certaines provinces refusent de couvrir le coût de l'avortement chirurgical à l'extérieur des hôpitaux. Le manque d'accès est encore pire pour les personnes qui vivent dans des régions rurales ou nordiques.

Toutes les personnes ont droit à des services d'avortement et de santé reproductive sûrs et accessibles, peu importe où elles vivent ou combien elles gagnent. Il n'est pas suffisant que les élu.es disent qu'ils ne rouvriront pas le débat sur l'avortement : nous avons besoin de leaders qui prennent des mesures pour améliorer l'accès aux services. Les néo-démocrates vont mettre la Loi canadienne sur la santé en application, pour s'assurer que les provinces rendent l'avortement médical et chirurgical disponible dans toutes les régions du pays, sans obstacle. Nous allons aussi veiller à ce qu'une gamme complète de contraceptifs d'ordonnance et de soins de santé reproductive soient facilement accessibles sans frais, par l'entremise de l'assurance-maladie et du régime public d'assurance-médicaments que nous souhaitons mettre en place.

Enfin, les néo-démocrates vont s'attaquer aux obstacles à la participation politique des femmes, en réformant le système électoral et en présentant des mesures législatives pour encourager les partis politiques à présenter plus de candidates.

Les Canadiennes et les Canadiens sont fiers de nos deux langues officielles qui constituent un élément important de notre identité et de nos collectivités partout au pays. Cependant, au cours des quatre dernières années, le gouvernement libéral a négligé, voire réduit les efforts sur cette question, plutôt que d'apporter les changements nécessaires pour renforcer et promouvoir les droits linguistiques.

Il est temps d'adopter une approche différente, une approche qui facilite la vie des gens et qui assure un avenir prometteur aux communautés linguistiques minoritaires partout au pays.

Un gouvernement néo-démocrate bonifiera le Plan d'action pour les langues officielles afin d'améliorer l'accès aux services dans la langue de son choix, notamment en collaborant avec les provinces et les territoires pour améliorer l'enseignement dans la langue de la minorité et en attirant davantage d'immigrant.es francophones dans les collectivités partout au pays.

Les néo-démocrates veilleront à ce que les Canadiennes et Canadiens puissent avoir accès à la justice dans la langue de leur choix, et à ce que les juges de la Cour suprême soient bilingues.

**2. Le sous-financement des groupes de femmes francophones en milieu minoritaire, qui contribuent au développement et à l'épanouissement des minorités de langue officielle, a des effets néfastes sur leur pérennité et leur capacité à mener des initiatives de façon soutenue. À preuve, plus de 60%**

*In it for you • On se bat pour vous*

NDP  NDP  
**Jagmeet  
Singh**

**des répondantes estiment que les ressources destinées aux femmes francophones en milieu minoritaire n'arrivent pas à répondre adéquatement aux besoins existants. Dans quelle mesure, votre parti envisage-t-il bonifier le financement accordé aux organismes de femmes francophones en milieu minoritaire? Compte-t-il les sondé afin de connaître leurs besoins spécifiques?**

Le NPD fera en sorte que les groupes et organisation offrant des services aux femmes disposent d'un financement stable pour que celles-ci puissent avoir accès au soutien et à la défense dont elles ont besoin, quand elles en ont besoin, cela inclut les organismes de femme francophone en milieu minoritaire. Il est également primordial que ces organismes soient consultés sur les décisions qui les touchent.

**3. Si le Canada est l'un des chefs de file mondiaux en matière d'égalité homme femme, l'équité salariale est loin d'être une réalité. Selon Statistique Canada, les femmes touchent en moyenne 0,87 \$ pour chaque dollar gagné par les hommes. Cet écart salarial entre les sexes équivaut à 47 jours où les femmes travailleraient sans être rémunérées pendant l'année. Afin de remédier à la situation, bon nombre de femmes francophones suggèrent de légiférer le secteur privé et d'exiger plus de transparence des employeurs quant au salaire versé à leurs employés. Qu'est-ce que votre parti compte faire pour enrayer l'iniquité salariale?**

L'égalité des genres est une valeur fondamentale pour les néo-démocrates, et nous sommes déterminés à bâtir une société où personne n'est laissé pour compte. Pourtant, au Canada, les femmes gagnent 32 % de moins que les hommes, et l'écart est encore plus grand pour les femmes racisées, les femmes autochtones, les immigrantes et les femmes vivant avec un handicap. Un gouvernement néo-démocrate accordera la priorité à l'équité salariale pour mettre fin à la discrimination salariale fondée sur le genre, en exigeant des employeurs qu'ils fassent preuve de transparence en matière de rémunération. Nous adopterons des lois et des règlements proactifs en matière d'équité salariale, et nous nous assurerons que ceux-ci soient appliqués rigoureusement et immédiatement.

**4. Au cours des trois dernières décennies, les besoins en matière de services de garde d'enfants se sont accrus de façon constante. En ce sens, près de 9 répondantes sur dix se sont montrées en accord avec la création d'un réseau de garderies universel respectant la dualité linguistique. Considérant qu'investir dans les services de garde fait croître considérablement le PIB du pays – pour chaque dollar investi, on note une**

**augmentation de 2,30\$ – et promeut l'égalité des chances des femmes francophones et acadiennes sur le marché du travail, votre parti s'engage-t-il à mettre sur pied un tel service? Si oui, comment s'y prendra-t-il?**

Les jeunes familles doivent avoir accès à des services de garde de qualité et abordables. Nous vivons présentement une crise d'accès et d'abordabilité des services de garde partout au pays. Les familles ont de la difficulté à trouver des places avant même la naissance de leur enfant. Les prix sont inabornables dans de nombreuses villes et des parents sont forcés de retarder leur retour au travail ou de payer des sommes trop élevées pour un service de garde.

Notre objectif est de soulager les familles. Tous les parents au Canada doivent pouvoir trouver un service de garde quand ils en ont besoin, et auprès d'un fournisseur autorisé qui paie adéquatement ses employé.es. Nous travaillerons avec les autres paliers gouvernementaux, les communautés autochtones, les familles et les travailleuses et travailleurs en services de garde pour veiller à ce que l'offre soit inclusive et adaptée aux besoins de tous les enfants canadiens. De plus, nous déposerons un projet de loi qui inscrira noir sur blanc dans la loi l'engagement du Canada envers des services de garde publics de qualité. Des services publics d'éducation préscolaire et de garde d'enfants abordables et accessibles à toutes les familles aident l'économie et donnent aux parents de véritables choix.

En l'absence de leadership fédéral, les provinces ont fait des pas de géant vers des services de garde abordables, accessibles et de qualité. Le Québec continue d'être un chef de file en la matière, et les gouvernements NPD en Colombie-Britannique et en Alberta ont démontré qu'investir dans les services de garde fait une réelle différence dans la vie des enfants, des femmes et des familles.

Nous nous appuyons sur le travail qu'ils ont réalisé pour améliorer les services de garde et investirons un milliard de dollars en 2020 et nous ajouterons un milliard supplémentaire par année jusqu'en 2030. En d'autres mots, le NPD investira un total de 10 milliards de dollars dans un premier mandat pour créer 500 000 places de service de garde et pour mettre la table à un système universel de service de garde. Nous travaillerons de concert avec les provinces et les territoires afin d'assurer des services de garde abordables, de qualité pour tous, car personne ne devrait être forcé de choisir entre avoir une famille et avoir une carrière.

**5. D'après notre consultation pancanadienne, plus des trois quarts des femmes francophones ne se disent pas satisfaites vis-à-vis l'offre de services en français dans le secteur de la santé. Pourtant, l'article 41 de la Loi sur les langues officielles impose une obligation aux institutions fédérales de**

**veiller à ce que soient prises des mesures positives pour favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et appuyer leur développement. Si votre parti politique est appelé à former le prochain gouvernement, de quelle façon envisagez-vous améliorer l'offre de services de santé en français?**

Le NPD croit qu'il faut adopter une approche différente, une approche qui facilite la vie des gens et qui assure un avenir prometteur aux communautés linguistiques minoritaires partout au pays. Un gouvernement néo-démocrate bonifiera le Plan d'action pour les langues officielles afin d'améliorer l'accès aux services dans la langue de son choix,

**6. En ce 50e anniversaire de la promulgation de la Loi sur les langues officielles, l'heure est au bilan. Tel que rédigé présentement, ce texte de loi, un des piliers de l'identité canadienne, ne garantit pas les droits des communautés de langue officielle en situation minoritaire et l'égalité de statut des deux langues officielles partout au pays. En ce sens, le souhait des femmes francophones est clair : plus 85% des répondantes ont indiqué qu'il est nécessaire de moderniser la Loi sur les langues officielles afin que celle-ci prenne en considération les réalités propres à diverses populations. Votre parti s'engage-t-il à faire de la modernisation de la Loi sur les langues officielles une priorité? Dans une telle éventualité, quand croyez-vous être en mesure de proposer une loi modernisée?**

Les libéraux avaient quatre ans pour moderniser la loi et l'ont pas fait. On s'engage à moderniser la Loi sur les langues officielles rapidement. Nous allons moderniser la Loi sur les langues officielles afin de renforcer la surveillance et la reddition de comptes, d'élargir la portée des droits linguistiques, et de veiller à ce que les communautés linguistiques minoritaires soient consultées sur les décisions qui les touchent. Les néo-démocrates veilleront à ce que les Canadiennes et Canadiens puissent avoir accès à la justice dans la langue de leur choix, et à ce que les juges de la Cour suprême soient bilingues.

**7. La majorité des personnes aidantes sont des femmes et elles sont plus enclines que les hommes à consacrer un plus grand nombre d'heures par semaine à fournir des soins, ce qui les oblige parfois à réduire leurs heures au travail, entraînant une baisse de revenus. Si le gouvernement fédéral a récemment bonifié le crédit d'impôt destiné aux personnes aidantes, seulement 8% des femmes francophones estiment que cette aide financière est suffisante. Compte tenu qu'il faudrait embaucher 1,2 million**

**d'employé.e.s à temps plein à l'échelle du Canada pour remplacer le travail effectué gratuitement par les personnes aidantes, qu'est-ce que votre parti envisage de faire pour appuyer davantage les personnes aidantes? De quelle façon les mesures envisagées prendront en compte les besoins spécifiques des femmes francophones en milieu minoritaire?**

Bon nombre de personnes âgées sont elles-mêmes soignantes d'un être cher ou comptent sur les soins d'un membre de leur famille. Afin de rendre la vie un peu plus abordable pour les aidants.es naturels, qui sont majoritairement des femmes, nous allons rendre le crédit d'impôt remboursable pour aidants.es naturels. Cela remettra des milliers de dollars aux aidants.es naturels les plus démunis.es, qui ont souvent complètement abandonné leur travail pour s'occuper d'un être cher.

Chaque personne âgée devrait avoir un chez-soi sécuritaire et abordable. Notre engagement à créer un demi-million de logements sociaux et abordables au cours de la prochaine décennie comprend la construction de logements accessibles qui offriront plus de choix aux aînés.es. Nous supporterons les liens avec les collectivités et, nous nous attaquerons à l'isolement des aînés.es, en travaillant avec les villes pour rendre le transport en commun plus abordable et plus pratique, créer plus d'espaces de loisirs communautaires et encourager des solutions de logement novatrices comme le cologement intergénérationnel.

**8. D'après notre consultation pancanadienne, seulement 1 femme francophone sur 10 se sent encouragée à entamer une carrière politique, qu'elle soit municipale, provinciale ou fédérale. Quelles mesures sont prises par votre parti politique afin d'assurer une parité parmi les élu.e.s et que compte-t-il faire pour assurer aux candidates élues un poste de qualité équivalente à ceux confiés à leurs homologues masculins? Pourquoi la parité est-elle importante pour votre parti?**

Tout à fait, les néo-démocrates vont s'attaquer aux obstacles à la participation politique des femmes, en réformant le système électoral et en présentant des mesures législatives pour encourager les partis politiques à présenter plus de candidates.

Malgré l'élection d'un nombre record de 88 députées et la nomination par le premier ministre, pour la première fois au Canada, d'un Cabinet comptant autant d'hommes que de femmes, les femmes détiennent seulement 26 % des sièges à la Chambre des communes en 2015. Le Canada se trouve maintenant au 60e rang dans le monde en ce qui concerne la représentation des femmes au Parlement, et sans nouvelles mesures, il est peu probable que nous atteignons la parité avant 2075.

Nous sommes tous en faveur de l'égalité et de l'élection d'un nombre accru de femmes à la Chambre des communes. Mais nous devons tous en faire plus.

L'ancien député néo-démocrate Kennedy Stewart avait présenté le projet de loi C-237 propose d'inciter les partis politiques à prendre des mesures en faveur de la parité hommes-femmes, tout en les laissant entièrement libres de choisir leurs méthodes de recrutement des femmes.

**9. Bien que le gouvernement du Canada se soit engagé, en 1995, à utiliser l'ACS+ dans l'élaboration de ses politiques, programmes et lois, la mise en œuvre de l'analyse de l'ACS+ est loin d'être complétée, ce qui crée des soucis de représentativité de la population canadienne. Notre sondage révèle que 83% des femmes francophones ne se sentent pas ou peu représentées dans les politiques publiques et les initiatives gouvernementales. Si votre parti est appelé à former le prochain gouvernement, s'engage-t-il à appliquer l'ACS+ à l'ensemble de ses politiques publiques, programmes et initiatives?**

Nous reconnaissons qu'il existe d'importantes conséquences pour les femmes lorsque l'ACS+ n'est pas mise en œuvre. Malheureusement, malgré de nombreuses promesses libérales, moins de la moitié des ministères et organismes canadiens avaient un plan pour évaluer comment leurs politiques pourraient affecter différemment les hommes et les femmes selon leur âge, leur revenu, leur race et leur culture, entre autres facteurs. Moins de la moitié des ministères et organismes ont un plan d'ACS+ et la plupart disent qu'ils n'ont pas les mécanismes internes nécessaires pour en appliquer un.

Nous estimons également que le gouvernement ne saisit pas suffisamment l'urgence de mettre en œuvre l'ACS+ maintenant. Nous nous engageons à appliquer l'ACS+ à l'ensemble de nos politiques publiques, programmes et initiatives.